

Les subsides

M. Riis: Non, ce n'est pas de salades que je voulais parler.

J'ai entendu les conservateurs parler du déficit. Le député a au moins le mérite d'avoir reconnu qu'une des principales solutions constituait à faire baisser le déficit en réduisant les dépenses et en augmentant les recettes. Il n'a toutefois pas fourni assez de précisions. Je suis de plus en plus perplexe, mois après mois, en entendant les conservateurs déclarer qu'il faut maintenant 300 millions pour aider les pêcheurs de la côte ouest et \$500,000 pour ceux de la côte est.

M. Lewis: Êtes-vous contre?

M. Riis: Je ne suis pas contre, mais j'entends les députés de l'opposition officielle dire qu'il faut donner de l'argent immédiatement aux pêcheries de la côte est et de la côte ouest. Ils prétendent que des sommes supplémentaires doivent être versées aux petites entreprises, pour les aider à créer des emplois, et que l'on doit également consacrer plus d'argent aux Forces armées, pour améliorer nos forces navales, aériennes et terrestres. Ils veulent aussi davantage d'argent pour le secteur agricole, des grandes et petites entreprises et également des artistes. Tous les jours, ils nous parlent de ces besoins qui se chiffrent par milliards de dollars.

Toutefois, dans la même foulée, ils ajoutent que l'on doit comprimer le déficit. Ce que notre parti veut savoir c'est où ils prendront l'argent et quels programmes existants seront supprimés. Les conservateurs veulent dépenser plus d'argent, mais ils se gardent bien de nous citer un seul domaine où ils veulent procéder à des restrictions. J'espère que les députés présents aujourd'hui me prouveront que j'ai tort pendant la période des questions et m'indiqueront dans quels secteurs ils envisagent des réductions. Ils n'ont toujours pas donné d'exemples précis des domaines où ils économiseraient de l'argent. Éventuellement, je suppose, le député de Saint Jean-Ouest aura l'occasion, pendant la campagne électorale, d'expliquer ce qu'il entendait lorsqu'il disait que son parti ferait des tas de «choses dures, odieuses et désagréables» lorsqu'il prendrait le pouvoir. Je ne sais pas exactement ce qu'il veut dire par là mais j'ai ma petite idée. Toutefois, je ne voudrais pas lui souffler les réponses, car il peut se défendre lui-même.

M. Crosbie: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais demander au député de corriger mes propos qu'il vient de rapporter. Je n'ai jamais dit que nous ferions des choses dures, odieuses et désagréables. Si je me souviens bien, j'ai dit que tout gouvernement qui veut sérieusement s'attaquer à la situation actuelle aura à faire des choses que l'on pourrait considérer comme dures, odieuses et ainsi de suite. Cela ne veut pas dire que nous le ferions, nous n'effectuerions jamais rien de dur, d'odieux ou autre.

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre. Le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) pourrait probablement nous dire ce qu'il ferait, mais devrait éviter d'interpréter ce que d'autres députés ont dit.

M. Riis: Monsieur le Président, je ne permettrais jamais d'interpréter les paroles d'autres députés. Je ne fais que les rapporter fidèlement. En réalité, cette déclaration est tirée du *Toronto Star* du 18 février 1984, qui est l'un des principaux journaux du pays. Je ne veux pas m'interroger sur ce qu'aurait pu dire le député, je vais citer ce qu'il a dit. Il disait:

Il faut être inflexible, dur et odieux et faire tout un tas de choses désagréables.

Je ne fais que citer le journal en supposant que ce qu'il dit est exact.

Le député a ensuite parlé du fait que l'État évince actuellement le secteur privé des marchés financiers pour financer son déficit. Même si le député vient au comité des finances de temps à autre, j'aurais aimé qu'il soit présent le 22 mars lorsque le gouverneur Bouey a comparu. Son collègue d'Etoibicoke-Centre (M. Wilson) a demandé au gouverneur de la Banque du Canada si, à cause du déficit actuel, l'État prendra la place du privé sur le marché des capitaux. Le gouverneur de la Banque du Canada a répondu par la négative, ajoutant que, à son avis, rien de tel ne s'était produit. Étant donné que le député a fait confiance à ce point au gouverneur de la banque centrale, et que son parti doit lui aussi témoigner une bien grande confiance à ce personnage, puisqu'il a reconduit son mandat, lors de son bref séjour, je soutiens simplement que le gouverneur de la Banque du Canada a rejeté la possibilité que cela puisse se produire à cause du déficit.

Quand j'entends le député qui est, je le suppose, le porte-parole du parti conservateur, dénoncer les procédés qu'emploie le gouvernement à l'heure actuelle, je ne puis m'empêcher de me rappeler quelques autres paroles dont j'ai pris note par hasard au cours des derniers mois. Voici les paroles du député d'Etoibicoke-Centre, qui, jusqu'à dernièrement était le critique pour les conservateurs du portefeuille des finances. Après la réunion des premiers ministres provinciaux, il a déclaré ceci:

Les uns après les autres, les premiers ministres provinciaux ont proposé la réduction du loyer de l'argent, se résignant ainsi aux effets inflationnistes d'une devise dévaluée. Ils semblaient persuadés que les avantages obtenus par un loyer de l'argent moins élevé et la reprise de l'activité économique atténueraient les conséquences néfastes d'une inflation accrue.

Voici le passage crucial:

Je ne suis pas d'accord avec les premiers ministres provinciaux, mais plutôt avec le parti libéral.

Le chef du parti conservateur, à l'époque le très honorable député de Yellowhead (M. Clark), a déclaré au *Toronto Star* du 5 mai 1982, et je cite:

Nous avons recherché une solution qui soit différente de celle du gouvernement, mais nous n'en avons pas trouvée... Pour le moment, je n'ai pas de meilleure solution à proposer.

Ainsi, l'ancien critique des finances et l'ancien chef du parti ont tous deux déclaré qu'ils avaient examiné les mesures politiques du gouvernement et qu'ils y souscrivaient. Ils n'ont pas de solution de rechange à offrir.

• (1200)

Ces propos vont tout à fait à l'encontre de ceux que le député de Saint-Jean-Ouest a tenus. Dans la mythologie conservatrice, monsieur le Président, il est peut-être possible de jouer gagnant sur tous les tableaux. Les conservateurs disent vouloir réduire le déficit puis, du même souffle, ils déclarent qu'ils subventionneront mieux tel secteur et accorderont plus d'exemptions fiscales à tel autre. D'autre part, ils veulent augmenter notre marge de manœuvre en matière de taux d'intérêt mais leurs porte-parole ne cessent de reconnaître qu'il nous faut suivre la politique américaine dans ce domaine. Ils se disent d'accord sur les mesures qui sont actuellement en vigueur aux États-Unis. Cela ne me dit rien qui vaille, monsieur le Président. La logique conservatrice me dépasse.